La CHRONIQUE de L'ÉCONOMIE

Par **Brigitte TROQUIER** Etudes économiques



BRED BANQUE POPULAIRE

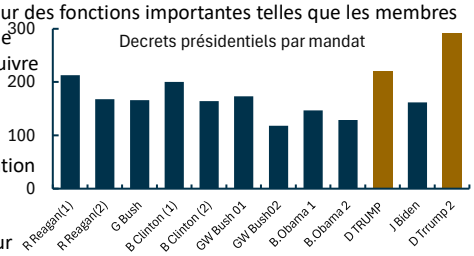
9 novembre 2026

Edit'hebdo

Les élections de mi mandat ont largement confirmé la victoire des démocrates dans les deux chambres. Cette dernière leur offre certes des marges de manœuvre pour infléchir une politique que les Américains, dans leur majorité ont désapprouvé. Pour autant, le Président conserve encore de nombreux pouvoirs qu'il peut toujours imposer à coups de vetos ou de décrets. Les investisseurs pour leur part s'attendent à plus de volatilité aussi.

….LE NOUVEAU PROFIL DES ETATS UNIS : VETOS, DÉCRETS, VETOS…

Les élections de mi mandat ont donné une large majorité au parti démocrate au sein des deux chambres. Le 6 novembre, ces derniers ont déjà obtenu 253 sièges sur les 435 districts à la chambre des représentants, 25 sièges restant encore à affecter. Au Sénat, ils ont obtenu à ce jour 54 des 100 sièges, deux restant à affecter. Ils disposent de ce fait de la majorité absolue à la Chambre, position qui leur permettra aussi de présider les Commissions parlementaires et de renforcer leur pouvoir de contrôle sur l'Administration présidentielle. La victoire au Sénat offre à cette nouvelle majorité l'occasion de confirmer ou non les nominations du Président pour des fonctions importantes telles que les membres du gouvernement, les ambassadeurs ou les juges fédéraux. S i le Président en place semble avoir accepté ces résultats sans les qualifier de défaite il n'est pas sans ressort pour poursuivre la trajectoire de son mandat. Du côté des démocrates, quelques priorités ont émergé à l'occasion de ces élections. La première d'entre **elles concerne la vie chère**, induite d'une part par les hausses des droits de douane et, d'autre part par le déclenchement du conflit avec l'Iran. En ce qui concerne le premier point, la cour suprême a déjà obligé l'Administration à rembourser un certain nombre de taxes induites en vertu d'une loi d'urgence inadaptée à cette situation. A ce jour, les droits de douane effectifs s'élèvent à un niveau légèrement Inférieur à 10% hors cas de la Chine. Toute tentative du Congrès pour reprendre la main sur cette prérogative présidentielle serait **vouée au veto**. La fin des hostilités au Moyen Orient reste du ressort du Président et de **son veto** sur toute tentative qu'il désapprouverait. Néanmoins, cette vague bleue peut contraindre indirectement le Président en freinant les crédits supplémentaires ce qui ne l'empêche pas de décider de frappes sporadiques sans qu'elles soient qualifiées d'actes de « Guerre » exigeant l'approbation du Congrès. **La santé** est un autre enjeu que les démocrates peuvent s'approprier pour soulager les coûts induits par la réduction des subventions de l'Obamacare…Eviter de nouvelles coupes dans les aides aux plus démunis paraît plus envisageable que d'abroger celles en place. Mr Trump peut toujours et encore **agir par décret** sur les prix des médicaments, sur l'immigration ou l'installation désordonnée de centres de données qui ont aussi participé à ce résultat. Le congrès, là encore, peut contraindre les crédits pour l'une ou renforcer les contraintes pour l'autre. **La politique migratoire** pour sa part**,** est gérée par des agences dont les responsables sont nommés par le Président. Quant à l'installation de datas centers elle est du ressort des Etat !!! C'est peut être en matière **budgétaire** qu'une marge de manœuvre existe pour les démocrates et, à brève échéance, en contrepartie de la renégociation du plafond de la dette …. A présent, ces derniers savent qu' ils vont devoir naviguer entre décrets et vetos présidentiels, et éviter tous les écueils qui pourraient entraver leur objectif final de l'échéance présidentielle de 2028.



LA CONJONCTURE

USA

- **Un raz de marée démocrate dans les deux chambres ainsi qu'à des postes de gouverneurs dans des forteresses républicaines.**
- **Le PIB** progresse de 3,4% en r.a sur le trimestre**.** L'investissement productif, +12,7 en r.a et la consommation +3,8% en sont les deux principaux moteurs.
- **Le revenu réel des ménages** reflue de 0,3% sur le mois de sept. alors que leurs dépenses réelles stagnent.

ZONE EURO

- **Le PIB de la zone** en hausse de 0,4% au T3 2026 après 0,6% au T2.
- **La croissance allemande** poursuit sa remontée, 0,2% au T3. Elle conduit les autorités à revoir en hausse la croissance annuelle du pays à 1,3%.
- **L'inflation** en hausse à 4% en g.a dans la zone. 3,8% en France et 2,8% en Allemagne. Elle dépasse à présent 5% en Italie et en est proche en Espagne.

CHINE

- **La croissance** s'établit à 4,5% sur le T3 après 4,3% au T2.

	30/10/2026	23/09/2026	02/01/2026
$/€	1,12	1,12	1,17
Brent $	102,1	116,6	59,7
Bond 10 ans	4,96	4,99	4,19
OAT 10 ans	4,94	4,98	3,60
Or Once $	4027,2	4040,6	4352,9

LES MARCHÉS DE TAUX

Après la France, les doutes se diffusent dans la zone euro….

LE MARCHÉ DES ACTIONS

Les inquiétudes sur les taux commencent à rogner les performances boursières

	06/11/2026	Variation semaine	Depuis 02/01/2026
S&P 500	7505,9	-2,4	9,3
Nasdaq	25033,4	-4,3	7,3
Euro 50	6197,7	0,7	6,9
CAC 40	8118,1	2,6	-0,5
Nikkei	61373,0	-3,3	21,8
MSCI EM	98625,0	-0,6	12,6

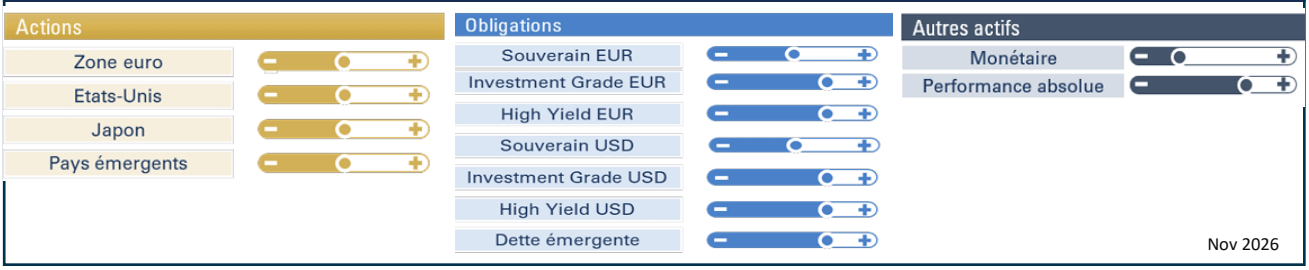
ETATS UNIS : APRÈS LES MID TERM, QU'ATTENDRE SUR LES MARCHES ?

C'est un exercice toujours délicat que de répondre à cette question mais il peut néanmoins être intéressant de relever au regard de l'histoire, les mouvements possibles consécutifs à ces élections de mi mandat et tenter de dégager quelques tendances à l'issue de cette séquence.

Partons de la situation dans laquelle évoluent les marchés américains depuis quelques mois. Face à une inflation persistante, dans une conjoncture encore solide et des niveaux de déficits et de dette publics élevés, les marchés obligataires ont ajusté à la hausse autant la partie réelle des taux que la prime de terme ou d'inflation. Après un pic à 5,24% sur le 10 ans début octobre, la pression diminue quelque peu à présent. Les nouvelles rumeurs de discussions avec les iraniens conjuguées à la récente victoire des démocrates au sein des deux chambres ouvrent l' espoir ténu d'un accord sur ce dossier. Et déjà on assiste à un reflux du prix du pétrole, dont le cours est repassé sous la barre des 100$ le baril de brent. Ce mouvement pourrait se poursuivre au rythme des négociations qui restent toujours sous la supervision acérée de D.Trump, face à une économie iranienne exsangue qui pourrait souhaiter cette issue. Cette perspective pourrait accompagner la poursuite d'une détente sur la partie longue de la courbe des taux tout en maintenant un biais haussier de la politique monétaire de la Fed face à une conjoncture américaine toujours solide et de moindres interférences du Président en place.

Du côté de **l'environnement**, les démocrates semblent avoir mieux répondu aux attentes des électeurs américains en matière de régulation de l'IA, élargissant leur base à une partie de l'électorat républicain. Cet engagement concerne autant les **implantations de centres de données** que la fiscalité ou la régulation de ces activités même si, dans ce domaine aussi leur marge de manœuvre politique n'est pas sans limite. Les Etats fédérés conservent d'importantes prérogatives en matière d'implantations. Au Texas, ce travail a déjà été esquissé par la nouvelle gouverneure de l'Etat. L' émergence d'une jeune élite démocrate plus sensible à une régulation resserrée du secteur, à une remise en cause d'avantages fiscaux, à un contrôle plus aiguisé des positions dominantes, à des arbitrages énergétiques ou de pollution engendrés par ces implantations va probablement alimenter plus de volatilité sur ce segment de marché qui avait porté les indices américains depuis le retour de D. Trump. Si, dans ce domaine aussi, la voie du changement est étroite, les élus démocrates ne sont pas totalement démunis. Les investisseurs l'ont bien compris qui ont allégé leurs positions sur une classe d'actifs qui surperformaient largement les indices boursiers depuis deux ans. Ce changement de majorité au sein des deux chambres après les élections de mi mandat n'est pas une situation exceptionnelle. Les efforts en faveur de la résolution du conflit militaire avec l'Iran pourraient, à ce moment de l mandature Trump, constituer un point de retournement tant pour les marchés actions que pour les marchés de taux.

L'ÉVOLUTION DES CLASSES D'ACTIFS



Document à caractère publicitaire non contractuel.
BRED Banque Populaire - Société anonyme coopérative de banque populaire régie par les articles L 512-2 et suivants du code monétaire et financier et l'ensemble des textes relatifs aux banques populaires et aux établissements de crédit, au capital social de 1 893 934 238,40 euros. Siège social : 18, quai de la Rapée 75604 PARIS Cedex 12 - 552091795 RCS Paris Ident. TVA FR 09 552 091 795 - Intermédiaire en assurances immatriculé à l'ORIAS sous le numéro 07 003 608.